Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 21 (1929)

Heft: 9

Artikel: Aperçu sur l'histoire du mouvement syndical russe dans la période d'avant-guerre

Autor: Lukas, J.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383746

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ensemble — et c'est la *somme* qui est déterminante ici — elles constituent une cause essentielle de renchérissement. Cette constatation est importante en ce qu'elle montre que le consommateur — abstraction faite de celui des coopératives — est malheureusement *à la merci* de la production, brillamment organisée, et du commerce. Alors que la production repose depuis longtemps sur une base sociale, la distribution, elle, en est encore demeurée, et de la façon *la plus irrationnelle*, à l'individualisme. Ce sont là des choses à ne pas négliger, car l'individualisme, qui domine encore les consommateurs dans la demande et l'achat, constitue un point essentiel pour toute discussion d'une organisation future de la société.

Il ne m'a pas été possible de parler d'autres facteurs importants de la formation des prix, des conditions de certaines espèces de frais et de ceux qui les supportent, des questions de transport ou du problème si ardu des « faux frais », non plus que des problèmes d'une distribution plus rationnelle des marchandises, de l'effet des droits de douane, etc. Ainsi que je l'espère cependant l'occasion s'offrira plus tard de passer en revue ici d'une manière systématique les principaux éléments de la formation des prix. Je tenais essentiellement, pour aujourd'hui, à mettre en lumière quelques problèmes particulièrement actuels dans cette matière, afin de prouver aux lecteurs de la *Revue syndicale* qu'il est indispensable de considérer d'un point de vue strictement économique les facteurs qui déterminent les prix. C'est seulement de cette façon et par une méthode d'étude rigoureusement objective que de graves erreurs pourront être évitées dans les postulats à formuler au sujet de la politique des prix.

Aperçu sur l'histoire du mouvement syndical russe dans la période d'avant-guerre

Par *J. Lukas.*

A notre époque, les connaissances de l'histoire sont la condition nécessaire à l'émission d'un jugement et d'une appréciation des événements. La tentative d'esquisser ici brièvement l'histoire du mouvement syndical russe nous est inspirée par le désir de répandre de la lumière sur le mouvement ouvrier international. La connaissance du mouvement syndical de l'étranger contribue dans une large mesure à mieux connaître notre propre mouvement.

Il n'a pas été facile jusqu'à maintenant aux lecteurs de langue allemande de se renseigner plus amplement sur le début du mouvement syndical russe, en raison du manque de documentation. Cependant, la Société d'édition de la Confédération générale des syndicats allemands a publié récemment un ouvrage volumineux

sur « Le mouvement syndical russe » dont *W. Grinewitsch* * est l'auteur. Le premier volume comprend la genèse des syndicats. Son contenu, sur lequel repose les données ci-après, est extrêmement varié et contribue pour une bonne part à nous faire comprendre le mouvement ouvrier russe. L'auteur de l'ouvrage précité était un des principaux dirigeants des syndicats russes avant la guerre et occupait encore un poste de direction en 1917 dans le mouvement syndical de Russie.

* * *

Le mouvement syndical russe n'est pas issu des corporations de métiers, comme les syndicats d'Allemagne ou de Suisse. Il est plutôt le produit d'aspirations révolutionnaires des masses populaires opprimées. Ceci est une des principales caractéristiques du mouvement. L'apparition des premières organisations syndicales russes remonte à l'époque révolutionnaire de 1905.

L'industrialisation de la Russie n'intervint que très tard en comparaison de celle des pays de l'Europe occidentale. En 1897, la population du pays se composait encore de 81,5 % de paysans. Les ouvriers de l'industrie souffraient des conditions de travail les plus misérables. La durée journalière du travail comportait encore 13 à 14 heures à la fin du siècle dernier, dans certains cas même 18 heures. Les salaires n'étaient pas meilleurs et le traitement des ouvriers n'était pas digne de créatures humaines. Les conditions sociales constituaient un véritable océan de détresse et de misères. « Salaires de famine, conditions de travail antihygiéniques au suprême degré, conditions de logement indescriptibles, aucune mesure protectrice contre le chômage, la maladie ou la mort du soutien de famille, manque de tout service médical et de secours et comme comble l'absence de droits — voilà les conditions, dans lesquelles vivait la masse du prolétariat russe. » C'était la même existence misérable, si ce n'est encore pire, qu'avait le prolétariat du textile 100 ans auparavant dans les pays de l'Europe occidentale.

Lorsque l'atmosphère révolutionnaire de l'année 1905 donna naissance au mouvement syndical dans les villes, l'appel d'adhérer à l'organisation syndicale trouva un joyeux écho parmi la masse d'ouvriers appauvris et exploités d'une façon illimitée depuis des décades. De Petersbourg à Tiflis, de Varsovie à Wladiwostok, dans toutes les contrées du gigantesque empire des tsars, déferla la vague de l'union des travailleurs pour lutter contre la tyrannie.

Bien que le code pénal de 1866 interdît la cessation du travail visant la modification des conditions de travail et qu'un décret ministériel de 1897 ordonnât que les ouvriers en grève soient reconduits, comme des prisonniers, dans leur lieu d'origine par

* W. Grinewitsch. Le mouvement syndical russe. 1er volume (1905 jusqu'à 1914). Société d'édition de la Confédération générale des syndicats allemands, Berlin. 1927. 326 pages. Broché 16 marks, relié 17 marks.

la police, de vastes conflits de travail éclatèrent quand même partout en 1905. Déjà dans les années 1870 de sérieuses grèves avaient été déclenchées, grèves qui se renouvelèrent dans la première moitié des années 1880 et qui engagèrent le gouvernement à décréter une interdiction du travail des enfants. Au point de vue du nombre des grèves, l'année 1905 battit un record. Pendant cette année là, les inspecteurs des arts et métiers de Russie n'ont enregistré pas moins de 13,995 grèves auxquelles 2,863,173 ouvriers participaient. En réalité, il y en avait encore davantage. Ces grèves ont atteint à peu près le 93 % de toutes les entreprises et environ 164 % des ouvriers occupés dans celles-ci.

Ce puissant soulèvement du prolétariat russe apporta temporairement aux syndicats la pleine liberté de coalition qui avait été refusée et combattue jusque là par les souverains tsars. A l'avenir il n'y avait plus que les grèves comportant des actes de violence, destructions de matériel, molestations de briseurs de grève, etc., qui étaient punissables. Les syndicats qui avaient été exposés jusqu'à ce moment aux plus grandes tracasseries de la part de la police et dont l'existence était en partie illégale, furent reconnus légalement. Mais cette légalisation des syndicats ne fit que mettre entre les mains des autorités le moyen pour commencer bientôt de persécuter les organisations ouvrières d'une façon éhontée. Les chicanes auxquelles les syndicats russes furent en proie de la part des autorités, ressort le mieux d'un document qui contient une décision de l'« Office spécial », décision en vertu de laquelle il était interdit aux syndicats:

1o d'encourager le développement intellectuel et moral de leurs membres;
2o d'entretenir des asiles pour les chômeurs et les membres en voyage;
3o d'ouvrir des cantines ou d'autres établissements semblables devant servir à améliorer le bien-être des membres;
4o d'organiser des soirées, des excursions, des causeries, etc.;
5o d'ouvrir des bibliothèques et des salles de lecture;
6o de donner des consultations juridiques;
7o d'occuper un employé chargé de la direction de la prévoyance en cas de maladie;
8o d'ouvrir un bureau de placement;
9o d'engager n'importe quelle personne en dehors des sociétaires pour remplir une fonction particulière;
10o d'organiser des associations professionnelles dans le syndicat ou de convoquer des assemblées de délégués;
11o d'avoir des chômeurs comme membres;
12o de secourir les chômeurs;
13o de poursuivre pour l'encaissement de cotisations pour moins d'une année;

14o d'exclure des membres que le tribunal d'arbitrage a reconnu coupables d'une action indigne;
15o d'introduire même des tribunaux d'arbitrage;
16o d'organiser des manifestations publiques, des concerts pour améliorer l'état de la caisse syndicale;
17o d'organiser des manifestations et des concerts seulement pour les membres;
18o de désigner dans les différentes entreprises des préposés pour la perception des cotisations;
19o de remettre la fortune de la société à une autre organisation en cas de dissolution;
20o d'avoir un statut, dans lequel se trouvent des expressions telles que « etc. ».

Ces 20 points constituaient le programme d'action du gouvernement dans sa lutte contre les syndicats. La police mena une lutte inlassable contre les organisations ouvrières, et leur campagne de destruction fut momentanément couronnée de succès. Des assemblées furent dissoutes, des orateurs furent empêchés de parler, des bureaux de syndicats furent occupés par la police, des documents et des sceaux furent confisqués, des bibliothèques et du mobilier détruits.

A ces persécutions suivit une terreur inouïe du patronat. Pendant que le gouvernement cherchait de comprimer le mouvement ouvrier avec tous les moyens disponibles, on ne laissait pas seulement toute liberté d'action aux organisations patronales, mais elles furent encore expressément reconnues par un décret impérial. Le patronat organisé recourut dans sa lutte contre la classe ouvrière aux méthodes les plus raffinées des capitalistes d'Europe occidentale. Les lock-outs et l'élaboration de listes noires étaient leurs moyens préférés. On chercha en premier lieu à se mettre en bons termes avec les dirigeants des syndicats pour supprimer avec leur aide l'« anarchie » existante des luttes sauvages. Toutefois lorsque les patrons s'aperçurent que les dirigeants des syndicats ne se laissaient pas gagner à la cause de la défense de leurs intérêts, ils s'opposèrent brutalement au mouvement syndical et ne négligèrent rien pour anéantir les organisations. Ils cherchèrent à fonder des « syndicats jaunes », c'est-à-dire des organisations de briseurs de grève, mais cela ne leur réussit que dans une faible mesure. C'est pourquoi ils recoururent à un moyen de lutte plus puissant: au congédiement en masse des ouvriers. En peu de temps des lock-outs s'étendirent dans toute la Russie, les effets n'en furent pas partout les mêmes. A part ces lock-outs, on usa aussi largement du système des listes noires et de mesures de représailles contre des ouvriers organisés syndicalement.

Les fédérations patronales qui s'étaient mises spécialement à combattre les syndicats, qui disposaient de puissants moyens finan-

ciers et avaient de nombreux représentants à la Douma, exerçaient une influence prépondérante sur le gouvernement. Personne n'avait dès lors lieu de s'étonner, si les mesures de représailles prises par les autorités se multipliaient, en connexion avec l'extension systématique des lock-outs. Il s'en suivit des arrestations et des expulsions des plus énergiques dirigeants ouvriers, des arrestations en masse de grévistes, des dissolutions de sociétés ouvrières et l'oppression de la presse ouvrière. Le journal des ouvriers métallurgistes de Petersbourg dut par exemple changer sept fois de nom dans l'espace de 8 ans; il fut souvent interdit et confisqué, les rédacteurs furent cités devant les tribunaux et le journal condamné à payer de fortes amendes. Pendant la période de décembre 1905 au 1er janvier 1913, les tribunaux ont interdit définitivement 31 journaux ouvriers.

Pendant les premières années de leur existence, les syndicats russes n'ont pas seulement eu une situation extrêmement difficile vis-à-vis des autorités et du patronat organisé, mais aussi vis-à-vis de la classe ouvrière. La lutte pour influencer la masse des travailleurs n'était guère plus facile que la lutte soutenue contre le gouvernement pour conquérir le droit à une existence légale. Le recrutement de nouveaux membres était rendu considérablement difficile en raison des facteurs les plus divers. A l'insécurité extérieure en matière de droit s'ajoutait le bas niveau culturel et matériel de la classe ouvrière russe. Aux débuts du mouvement syndical russe, la servitude était abolie depuis 40 ans à peine. Les habitudes de la masse revêtaient encore un caractère d'esclavage, de plus les illettrés étaient encore légions. En 1897, la Russie comptait 777 illettrés sur 100 âmes de population. Chacun peut aisément se représenter qu'il était très difficile de faire de la propagande parmi ces éléments ne sachant ni lire ni écrire. Les ouvriers affluant sans cesse de la campagne devaient d'abord recevoir les connaissances les plus élémentaires avant que l'on puisse commencer avec la propagande syndicale.

Le travail d'éducation était extrêmement difficile. L'organisation de conférences se heurtait à la censure des autorités, qui ne se limitait pas seulement au sujet de la conférence, mais aussi à la désignation des professeurs. C'est en raison de ces persécutions qu'il était souvent difficile de trouver un conférencier pour la plus petite réunion. Un cours de fonctionnaire sur la théorie et la pratique du mouvement syndical fut empêché par l'ordonnance d'exception lancée sur la ville de Petersbourg. Et malgré toutes ces tracasseries, les syndicats russes réalisèrent quand même des succès appréciables en matière d'éducation. Des salles de lecture et des bibliothèques furent créées et des clubs furent organisés en connexion avec les universités populaires qui devinrent le vrai centre de l'éducation. Les 15 clubs de Petersbourg comptaient 6000 membres en 1908. Les membres de ces clubs se recrutaient parmi les divers cercles de la population. Une grande partie appar-

tenait aux professions libérales et seulement 30 à 40 % était des ouvriers organisés syndicalement. Il est évident que ces clubs avaient aussi à souffrir des persécutions et des tracasseries de la police. Beaucoup d'entre eux furent dissous et lorsque la guerre éclata il en était fait de tous les clubs ouvriers.

Dans ces conditions, il est compréhensible que les syndiqués russes profitaient de toutes les occasions pour propager leurs idées. Ils participaient aux congrès les plus divers dans un but de propagande. C'est ainsi qu'ils envoyèrent des représentants aux congrès des médecins d'entreprise, pour la lutte contre l'alcoolisme, pour la lutte contre la prostitution, etc., et cherchèrent toujours à rendre attentif aux revendications actuelles de politique sociale de la classe ouvrière. Le résultat consistait généralement en ce sens que les représentants en cause étaient arrêtés par la police et punis.

Les syndicats russes étaient obligés de concentrer particulièrement leur énergie sur la propagande au moyen de l'écriture, c'est-à-dire sur l'édition de revues et de journaux. La presse a joué un rôle immense dans le mouvement syndical de Russie, et fut un élément indispensable au déploiement de l'activité syndicale. Elle ne constituait pas seulement un moyen excellent de propagande, mais elle était aussi dans une large mesure le trait d'union du mouvement. « Plus les syndicats étaient dissous, plus les organisations ouvrières étaient violemment attaquées, plus le rôle des journaux syndicaux devenait significatif. C'est autour de ce phare que se groupaient toujours à nouveau les lutteurs restants... Les syndicats étaient dissous, mais le journal syndical subsistait. Et l'organe corporatif devint le pilier vivant des nouveaux efforts d'organisation. Sur le champ de bataille jonché des restes des organisations détruites, le journal syndical apparut comme la pierre angulaire de l'édifice syndical futur. » Avec le temps les grands syndicats ont réussi d'éditer des journaux corporatifs paraissant régulièrement, bien rédigés et instructifs, après qu'une série d'entre eux aient été supprimés, soit en raison du manque de moyens financiers ou de collaborateurs, ou le plus souvent ensuite d'interdiction des autorités. Les moyens pour obtenir régulièrement des articles faisaient aussi fréquemment défaut.

Le manque d'argent fut une des principales causes, pour laquelle les syndicats russes ne connurent pour ainsi dire pas les institutions de prévoyance, contrairement aux syndicats des autres pays. Les salaires extrêmement bas ne permettaient pas d'élever les cotisations aux caisses syndicales et les moyens disponibles des fédérations auraient à peine suffi à atténuer la grande détresse des membres indigents. La décision suivante d'une organisation caractérise la manière dont les problèmes de secours étaient résolus dans le mouvement syndical russe:

« Attendu que l'assemblée générale constate la grande importance des institutions de secours pour l'organisation syndicale,

elle ne peut reconnaître le développement de celles-ci que lorsqu'il est lié à une augmentation générale des cotisations obligatoires. Cependant, une telle augmentation de cotisations ne correspond pas à la situation actuelle et c'est pour cette raison que l'introduction des secours doit être renvoyée à des temps meilleurs. L'assemblée générale exprime aussi le désir que l'attention de la fédération se concentre, pour le moment, sur le développement de la propagande. »

Il y eut dans le mouvement syndical russe nombre de collègues qui considéraient les institutions de secours comme un mal et ne les reconnurent utiles que pour autant qu'elles pouvaient être mises en harmonie avec les obligations de lutte des syndicats. On ne voyait d'abord dans les syndicats que des organisations de lutte pour l'amélioration générale des conditions de travail et d'existence. C'est pour ces raisons et des considérations d'ordre financier que l'on ne voulait pas créer des syndicats à base multiple.

Tandis que l'idée de centralisation ne gagnait que lentement du terrain dans le mouvement syndical des autres pays d'Europe, la concentration des organisations syndicales en fédérations régionales et nationales fut en Russie une question d'existence dès le début. La forme la plus répandue des syndicats russes était constituée par les fédérations d'industrie qui englobaient tous les ouvriers d'une branche de production. Les syndicats russes basant leur action selon les principes du mouvement ouvrier moderne n'étaient évidemment pas seulement groupés nationalement, mais ils cherchèrent déjà de bonne heure à se grouper sur le terrain international.

Les chiffres ci-dessous renseignent sur l'étendue du mouvement syndical russe en 1907:

Syndicat des ouvriers métallurgistes	54,173	membres
Fédération des ouvriers du textile .	37,214	»
Commerce	32,475	»
Arts graphiques	28,654	»
Production des denrées alimentaires	24,848	»
Industrie du vêtement	14,322	»
Industrie du bâtiment	12,396	»
Ouvriers du cuir	12,066	»
Ouvriers du bois	9,927	»
Mineurs	2,475	»
Organisations diverses	17,005	»
Total	245,555	membres

C'était là un très faible pourcentage des ouvriers dont le nombre dépassait 7 millions en 1897 d'après le recensement général de la population. Depuis lors les conditions se sont considérablement améliorées. Le 1er juillet 1928, on comptait en Russie pas

moins de 11,078,400 syndiqués qui se répartissaient dans les 23 fédérations suivantes:

Agriculture et sylviculture . . .	1,367,500	membres
Commerce et administration . .	1,284,100	»
Cheminots	1,139,400	»
Ouvriers du bâtiment	985,100	»
Ouvriers métallurgistes	947,000	»
Ouvriers du textile	859,700	»
Instruction publique	797,900	»
Mineurs	557,300	»
Hygiène	553,000	»
Ouvriers des denrées alimentaires .	454,900	»
Ravitaillement de la population .	342,100	»
Ouvriers de l'industrie chimique .	267,900	»
Ouvriers de communes . . .	259,300	»
Ouvriers du bois	187,600	»
Ouvriers des transports . . .	179,200	»
Ouvriers des transports par eau .	176,800	»
Arts graphiques	133,000	»
Ouvriers du cuir	123,500	»
Transports nationaux	117,100	»
Ouvriers du sucre	111,800	»
Ouvriers du vêtement	95,900	»
Huissiers	93,300	»
Ouvriers du papier	45,000	»
Total	11,078,400	membres

L'histoire du mouvement syndical russe dans la période d'avant-guerre sous le régime zariste est remplie d'idéalisme, de luttes héroïques, de sublime désintéressement et de nobles sacrifices. Les luttes des prolétaires russes témoignent de tellement de nobles enthousiasmes que nous ne savons pas ce que nous devons le plus admirer: le mépris audacieux de toutes les persécutions ou la croyance inébranlable en la victoire de la cause du prolétariat. La lutte opiniâtre d'émancipation des ouvriers russes nous remplit d'étonnement et de respect et constitue pour chacun de nous un encouragement pour chercher à les égaler dans l'accomplissement de grandes et nobles tâches.

Economie politique.

La situation de l'industrie

Les enquêtes faites dans les entreprises industrielles par l'Office fédéral du travail présentent un fléchissement très prononcé de la conjoncture. Tandis que le nombre des chômeurs est toujours en diminution si l'on fait abstraction des fluctuations saisonnières, le jugement de la situation économique par les